

<http://lipietz.net/Alain-Lipietz-et-la-situation-politique-internationale-europeenne-et-francaise>

Newsletter de Monica Frassoni (Présidente du Groupe
Verts/Ale)

Alain Lipietz et la situation politique internationale, européenne et française

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: mercredi 19 décembre 2007

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Question : Récemment le Président colombien Alvaro Uribe a décidé de mettre fin à la médiation d'Hugo Chavez dans l'affaire des otages détenus par les FARC, dont Ingrid Betancourt, et il a accepté le principe d'une "zone de rencontre" pour négocier la libération des otages. Quelle évolution possible dans cette affaire ? Quel rôle peut jouer la communauté internationale, et la France en particulier ?

AL : Ce n'est pas la première fois que le Président Uribe accepte une zone de négociation démilitarisée, et c'est une vraie concession de sa part. Mais comme à chaque fois, il s'arrange pour désamorcer sa propre proposition.

Déjà, il y a deux ans, une médiation tripartite (dont faisait partie la France) avait négocié, carte en main, cette zone de négociation de Florinda. Les FARC la voulaient plus grande, Uribe plus petite, mais un jour Alvaro Uribe a rendu publique la négociation, en disant "J'accepte la proposition !" ...dans la version minimale ! Ce qui était inacceptable pour les FARC et a tué la négociation.

Au fond, Uribe ne souhaite pas vraiment la paix avec les FARC car alors la gauche non-violente, rejointe par Ingrid Betancourt, risquerait de gagner les élections suivantes, comme dans le reste de l'Amérique Latine.

Et les FARC non plus ; ils veulent simplement retrouver une "zone de détente" (dans tous les sens, y compris vacancière du mot !) comme celle dont ils ont joui pendant des années à San Vicente del Caguan, sans vraiment engager les négociations.

La Communauté internationale doit inlassablement dénoncer les violations des droits humains commis par les deux camps, tout en appelant à des négociations commençant par la libération inconditionnelle des prisonniers "significatifs", comme les FARC viennent de l'annoncer pour Clara Rojas et la sénatrice, puis l'échange humanitaire, puis les négociations de paix, avec une amnistie bordée par le droit humanitaire international (pas d'impunité pour les graves violations des droits de la personne humaine, réparation pour les victimes).

Q : Tu as été rapporteur pour la commission INTA du rapport sur le commerce international et le changement climatique ; peux-tu nous en présenter les points principaux ? Quels enjeux pour l'UE dans ce dossier ?

AL : Ce rapport, adopté à la quasi-unanimité en Commission "Commerce international", appelle l'Union à de très nombreuses avancées : raccourcissement des circuits de production - consommation, avec usage des moyens de transports moins polluants même si plus lents, conditionnalité écologique des prêts et garanties pour les exportations européennes ainsi que dans les accords commerciaux, choix unilatéral de -30% de gaz à effet de serre dans le futur accord post-Kyoto.

Mais, dans la nuit précédent le vote en plénière, le PPE a refusé de dire que l'Union invoquerait les clauses de l'article XX de l'OMC ("border tax adjustments") contre les pays qui ne respecteraient pas l'accord.

Il restait sans doute une majorité pour ce rapport, mais, le matin du vote, le PSE a rejoint le PPE...

Du coup, mon rapport devient une incitation à la délocalisation de l'industrie européenne d'autant plus grave que ses exigences sont plutôt fortes !

Bon, dans un premier temps, il faut se battre pour que les autres pays (USA, Chine) prennent eux-mêmes des engagements forts. Puis, si nous échouons d'ici 2012, il faudra vraiment instituer ces "border-tax adjustments" aux

frontières de l'Union Européenne.

Q : Ton bilan des premiers mois d'activité de Nicolas Sarkozy en tant que Président de la République française.

AL : Nicolas Sarkozy a réussi à faire voter à très grande vitesse des réformes fiscales et sociales "prenant aux pauvres pour donner aux riches". Il y a par ailleurs imposé un style cynique de corruption médiatisée, à la Berlusconi-Menem. Sa popularité est donc en train de s'éroder rapidement, mais la gauche, faute d'une refondation écologistes et solidaire, est pour le moment incapable de lui opposer un barrage sérieux.